



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le combat continue

Pour l'abrogation de la loi Travail

Pour la défense des services publics et de la protection sociale

Après de longs mois dans la lutte contre la loi Travail et pour son abrogation, l'Union Départementale FO de l'Essonne, dans le cadre de l'appel commun des Unions régionales FO et CGT, a participé au meeting du 30 janvier 2017 au gymnase Japy, où il a été affirmé la poursuite des actions.

C'est aussi la position de nombreux secteurs tout en mettant l'accent sur la volonté du patronat et du gouvernement de continuer la destruction de l'hôpital, de la Sécurité Sociale, de l'école...

Les organisations syndicales départementales de l'Essonne FO – CGT – SUD du secteur de la Santé et de l'Action Sociale, qui dénoncent « *une dégradation sans précédent des conditions de travail et d'accueil dans les établissements et services publics et privés du département* », appellent à la grève et à la manifestation nationale le 7 mars à Paris.

Elles dénoncent : « *le projet de création d'un GHT Nord-Essonne qui entraînerait la fermeture de 3 hôpitaux (Longjumeau, Juvisy et Orsay), la fermeture de 400 lits et de 3 services d'urgence ainsi que la suppression de 500 emplois.*

Le GHT Sud-Essonne regroupant les hôpitaux d'Arpajon, d'Etampes-Dourdan et du Sud-Francilien en cours de constitution a déjà entraîné des suppressions de postes et de lits.

Notre département a déjà subi la fermeture de 2 maternités à Dourdan et à Juvisy, la suppression de tous les lits de réanimation de l'hôpital d'Arpajon et subira en juillet 2017 la fermeture des lits de réanimation d'Orsay ».

« *Les établissements du secteur social et médico-social sont eux aussi soumis à une réduction des budgets entraînant des fusions d'associations, parfois même la disparition d'associations* ».

Parmi les revendications, nous demandons des moyens financiers et humains suffisants pour permettre aux établissements hospitaliers, sociaux et médico-sociaux d'assurer leur mission.

Leurs revendications, qui s'inscrivent dans la suite logique des combats contre la loi Travail, portent notamment sur l'arrêt immédiat de la mise en place des groupements hospitaliers de territoire et des fermetures de lits mais également sur les recrutements d'effectifs, des moyens financiers et humains suffisants pour permettre aux établissements hospitaliers, sociaux et médico-sociaux d'assurer leur mission.

La défense de l'hôpital public, de la santé et de l'action sociale est vitale dans ce contexte d'austérité et de dégradation du pouvoir d'achat des salariés, retraités, chômeurs et allocataires. C'est la défense de la Sécurité Sociale de 1945 qui doit garantir à tous le maintien en bonne santé.

L'Union Départementale FO de l'Essonne se félicite des nombreux autres appels de fédérations FO, CGT, FSU (Territoriale), SOLIDAIRES et FA-FP de la Fonction Publique, de FO COMMERCE **pour une manifestation nationale le 07 mars-départ à 13h00 Place Denfert Rochereau.**

Mais aussi à la SNCF, à EDF, dans l'Education Nationale, d'autres appels à la grève et à des manifestations ont bien eu lieu notamment le 1er février chez les enseignants et dernièrement les organisations syndicales d'EDF appellent au 7 mars.

L'UD FO 91 soutient totalement toutes ces initiatives et appelle l'ensemble de ses structures pour qu'elles s'engagent résolument aux côtés de tous ceux qui aujourd'hui poursuivent la lutte.

Pour l'abrogation de la loi Travail

Pour la défense des services publics et leur amélioration

Pour la défense des fonctions publiques

Pour la défense de la démocratie sociale et de l'expression des salariés

Contacts :

- UD FO 91 : 01 60 78 15 57
- Groupement Départemental Services de Santé Publics et Privées FO 91: fo@ch-sudessonne.fr
- Syndicat Départemental de l'Action Sociale FO 91: sdasfo91@gmail.com – 07 71 82 7103